

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1895-1896.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS D'AVRIL 1896.

FEUILLETON AU 10 MAI 1896.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

| Numéros du feuilleton. | Numéros du registre des pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 1622. | Par pétition datée de Teuven, le 31 mars 1896, Le conseil communal de Teuven proteste contre l'interprétation donnée par M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique à une disposition de la loi organique de l'Instruction primaire du 13 septembre 1893, et il prie la Chambre de voter une loi interprétative de ladite disposition. <i>Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 2. | 1623. 1633. 1643. 1653. 1667. 1672. 1681. 1688. 1695. 1702. | Par pétition datée de Maffles, le 31 mars 1896, La dame Jacob, institutrice en disponibilité, à Maffles, prie la Chambre de réviser, dans le sens qu'elle préconise, la loi sur les pensions des instituteurs et professeurs communaux. Même pétition du sieur Bouillon, instituteur à Attre; d'instituteurs du canton de Termonde; du sieur Detal, instituteur à Willerzée; d'habitants de Tournai, Dixmude, Ghistelles, Lierre, Arlon, Hasselt, Anderlecht, Thielt; d'instituteurs de Courtrai; d'instituteurs des cantons de Florennes et de Châtelet; d'habitants de Charleroi, Ath, Ixelles, Namur, Boussu, Gand, Nevele, |

| | |
|------------------------------|--|
| Numéros du feuilleton. | Numéros du registre des pétitions. |
|------------------------------|--|

Boitsfort. Courtrai; d'instituteurs de la Flandre orientale; d'instituteurs du canton de Léau, de Saint-Nicolas (Waas) et de Jodoigne; du sieur Dubuisson, instituteur à Ligne; du sieur Dubois, à Chièvres; d'instituteurs des cantons de Looz, Aerschot, Fosses, Sibret; d'habitants de Verviers; du sieur Morleghem, instituteur à Maulde; d'instituteurs et d'institutrices du canton de Perwez.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

3. 1629. Par pétitions datées d'Ypres, les 6 et 14 avril 1896,
1642. Des habitants d'Ypres, prient la Chambre de faire
1633. un accueil favorable aux demandes relatives à l'achèvement du canal Lys-Yperlée et à la construction d'un chemin de fer à grande section entre Dixmude et Ypres.

Même pétition du conseil communal de Nieupoort.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.*

4. 1632. Par pétition datée de Chénée, le 2 avril 1896,
Le collège des bourgmestre et échevins de Chénée transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur de l'abolition de la conscription et du remplacement et demandant l'établissement du service personnel limité à la durée strictement nécessaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

5. 1636. Par pétition datée de Roux, le 2 avril 1896,
Le collège des bourgmestre et échevins de Roux transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur du suffrage universel, à tous les degrés, à vingt-un ans.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

6. 1638. Par pétition datée de Pironchamps, le 10 avril 1896,
Le sieur Splecters, à Pironchamps, expose sa situation nécessiteuse et demande la remise de ses contributions personnelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions . | |
|------------------------------|---|---|
| 7. | 1646. 1684. | <p>Par pétition datée de Gierle, le 13 avril 1896,</p> <p>Des secrétaires communaux de l'arrondissement de Turnhout, prient la Chambre de reviser, dans le sens qu'ils préconisent, la loi du 5 juillet 1894, apportant des modifications à l'article 111 de la loi communale relatif aux secrétaires communaux.</p> <p>Même pétition de secrétaires communaux de l'arrondissement de Verviers.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 8. | 1648. | <p>Par pétition datée de Frameries, le 13 avril 1896,</p> <p>Le collège des bourgmestre et échevins de Frameries transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur de la revision de la formule du serment des conseillers communaux et de son assimilation à la formule du serment des membres de la Législature.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 9. | 1652. | <p>Par pétition datée de Heer, le 13 avril 1896,</p> <p>Des échevins et conseillers communaux de Heer signalent à la Chambre la situation dans laquelle se trouve cette commune par suite de la nomination du nouveau bourgmestre.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 10. | 1654. | <p>Par pétition datée de Gilly, le 18 avril 1896,</p> <p>Le sieur Van den Eynde, à Gilly, victime d'un accident du travail, sollicite une pension.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.</i></p> |
| 11. | 1657. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 20 avril 1896,</p> <p>Le sieur Bigonville, à Anvers, prie la Chambre de voter une loi réglant l'avancement des douaniers.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |

- | Numéros
du
feuillet. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|----------------------------|--|---|
| 12. | 1659. | Par pétition datée de Namur, le 10 avril 1896, Des clercs de notaire de l'arrondissement de Namur demandent l'établissement du repos dominical dans le notariat. <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 13. | 1660. | Par pétition datée de Hingene-lez-Malines, le 19 avril 1896, Le sieur Maes, à Hingene lez-Malines, prie la Chambre d'ordonner une enquête sur les faits qu'il signale. <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 14. | 1668. | Par pétition datée d'Oignies, le 22 avril 1896, Le collège des bourgmestre et échevins d'Oignies sollicite l'intervention de la Chambre auprès du Ministre compétent pour obtenir l'autorisation d'accorder des concessions ardoisières. <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.</i> |
| 15. | 1675. | Par pétition datée de Lovegnée, le 26 avril 1896, Le sieur Lenoir, à Lovegnée, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir le placement de son fils sourd-muet dans un établissement de bienfaisance de l'État. <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 16. | 1676. | Par pétition datée de Haesdonck (Waes), le 25 avril 1896, Le sieur Verschaeren, à Haesdonck (Waes), se plaint du mauvais état d'un égout de cette localité et il demande qu'une enquête soit faite par la Chambre sur les faits qu'il signale. <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.</i> |
| 17. | 1679. | Par pétition datée de Bruxelles, le 22 avril 1896, Des habitants de Bruxelles demandent que le Gouvernement empêche la contamination des eaux de |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

l'Escaut en détournant le cours de l'Espierre sur les frontières belges.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.*

18. 1680. Par pétition datée de Bruxelles, le 23 avril 1896,

Des habitants de Bruxelles confirment leurs vœux antérieurs en faveur de l'adoption de la langue flamande comme langue véhiculaire de l'enseignement primaire dans la partie flamande du pays et ils prient la Chambre de reviser, dans le sens qu'ils préconisent, la loi du 13 septembre 1893, modifiant la loi organique de l'instruction primaire du 20 septembre 1884.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

19. 1686. Par pétition datée de Jumet, le 27 avril 1896,

Le sieur Devroede, à Jumet, sollicite un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

20. 1691. Par pétition datée de Gilly, le 29 avril 1896,

Le sieur Caro, à Gilly, sollicite un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

21. 1692. Par pétition datée d'Élouges, le 29 avril 1896,

Le collège des bourgmestre et échevins d'Élouges transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur de l'adoption par la Chambre d'une nouvelle loi militaire réduisant à une durée minima le service à l'armée et consacrant l'égalité de tous les citoyens devant les charges militaires.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

22. 1700. Par pétition datée de Louvain, le 30 avril 1896,

Des habitants de Louvain signalent les abus du colportage et prient la Chambre de remplacer la loi du

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

18 juin 1842 sur le colportage par une nouvelle loi contenant les dispositions qu'ils proposent.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

23. 1701. Par pétition datée de Halluin (France), le 29 avril 1896,
La dame Vanhoutte, à Halluin (France), se plaint de ne pas avoir obtenu la rémunération de milice à laquelle elle aurait droit et elle sollicite l'intervention de la Chambre.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

